

PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon*

Décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Défrichement de 6017 m² pour l'aménagement de deux lots à bâtir sur le territoire de la commune de NIMES (30)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F09114P0139 relatif au projet référencé ci-après :

– Défrichement de 6017 m² pour l'aménagement de deux lots à bâtir sur le territoire de la commune de NIMES (30) déposé par ALLIER Guillaume,

– reçu le 03/10/2014 et considéré complet le 03/10/2014 ;

Vu l'arrêté N° 130085, en date du 14 janvier 2013 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 14/10/2014 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichement d'une pinède préalablement à la réalisation du réseau de viabilisation de deux lots à bâtir et d'une voirie ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichement soumis à autorisation au titre de l'article L.341-3 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare et inférieure à 25 hectares ;

Considérant la localisation du projet Quartier Villeverte Est sur les parcelles cadastrées section BV n° 557, 558, 559, à proximité d'une zone artificialisée constituée de résidences individuelles ;

Considérant que le projet consiste à la réalisation de réseaux enterrés (AEP, BT, FT) d'une voirie ainsi que la pose d'abris compteurs, ces travaux de viabilisation de deux lots à bâtir sont destinés à accueillir des constructions à usage d'habitation ;

Considérant que le projet s'inscrit en zone N3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Nîmes approuvé le 08/02/2014 qui autorise l'habitat individuel ;

Considérant que le projet prévoit le raccordement à un réseau d'assainissement autonome et la création de bassins de rétention ;

Considérant que le projet consiste au défrichement d'une surface réduite ;

Considérant qu'au regard de la nature du projet et de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, celui-ci n'est pas susceptible d'avoir des effets préjudiciables sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

Le projet de « Défrichement de 6017 m² pour l'aménagement de deux lots à bâtir sur le territoire de la commune de NIMES (30) objet du formulaire n°F09114P0139 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL.

Fait à Montpellier, le 22 OCT. 2014 .

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le Directeur Régional

Didier KRUGER

Voies et délais de recours

1- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère :

Tribunal administratif de Nîmes
16, avenue Feuchères
CS 88010
30941 Nîmes Cedex 09

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des

Pyrénées-Orientales :

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34003 MONTPELLIER CEDEX 1